

THE EMERGENCE OF TOLERANCE IN THE DUTCH REPUBLIC

EDITED BY

C. BERKVEN-STEVELINCK, J. ISRAEL

AND

G.H.M. POSTHUMUS MEYJES



BRILL
LEIDEN · NEW YORK · KÖLN
1997

ÉLIE SAURIN [1639–1703] ET SES
RÉFLEXIONS SUR LES DROITS DE LA CONSCIENCE

Mario Turchetti (Fribourg-Genève)

I. APERÇU BIOGRAPHIQUE

A. *De la France au Pays-Bas*

Élie Saurin appartient à la branche dauphinoise d'une ancienne famille originaire de la Provence, qui a donné au protestantisme français des pasteurs et des orateurs renommés comme le célèbre Jacques Saurin (1677–1731, de la branche du Languedoc). Fils de Pierre Saurin, alors pasteur réformé d'Usseaux en Dauphiné, le jeune Élie est reçu pasteur à l'âge de 22 ans et affecté à l'Église de Venterol, puis à celle d'Embrun. Le 4 août 1664, à la suite d'un démêlé avec les catholiques locaux, qui l'accusent d'attitude irrespectueuse à l'égard du Saint Sacrement, le Parlement de Grenoble le condamne par contumace. Il doit quitter le royaume. Après un séjour à Genève, il rejoint la Hollande au mois de juin 1664, pour devenir pasteur de l'Église de Delft, en juillet 1665. Dès 1671, Saurin exerce son ministère à Utrecht, où il demeure à ses risques pendant l'occupation française (1672–1673). A son intense ministère pastoral à l'Église Wallonne d'Utrecht, qu'il remplira de manière exemplaire jusqu'à sa mort en 1703, s'ajoute une fébrile activité de polémiste qu'il développa notamment dans sa longue controverse avec le pasteur Pierre Jurieu.

B. *Le controversiste (à propos de Labadie et de Jurieu)*

Élie Saurin manifeste de bonne heure ses qualités de controversiste. Il en donne une première preuve à l'occasion du procès contre Jean de Labadie (1610–1674), accusé de fomenter le schisme parmi ses fidèles de Middelburg. Chargé en 1668 d'examiner les oeuvres de Labadie, Saurin se montre rigoureux. Son avis s'avérera décisif à la sentence de déposition, que le synode de Dordrecht prononcera en 1669 à la charge du théologien mystique. Mais c'est à l'encontre de Jurieu que, quelques années plus tard, Saurin donnera la véritable

mesure de ses talents de polémiste. Le coup d'envoi est donné par les neuf propositions condamnées en 1690 par le synode de Dordrecht. En revanche, les Églises d'Amsterdam, d'Utrecht, de Leyde et de Haarlem prennent soin de remettre cette condamnation en question au synode de Leyde de mai 1691. Contre Saurin, qui soutient la position de son Eglise, s'élève Jurieu qui, au contraire, approuve la condamnation promulguée à Amsterdam. Jurieu rédige ses plaintes contre Saurin dans son *Apologie du Sr. Jurieu Pasteur et Professeur en Théologie, adressée au Pasteurs et Conducteurs des Eglises Wallonnes des Pays-Bas* (La Haye, 1691). Au mois d'août de la même année, le synode de Naarden demande à examiner la doctrine de Jurieu et invite à cette fin les Eglises et les pasteurs à lui envoyer leurs avis. Saurin s'empresse d'accomplir cette tâche par un écrit (publié en 1694 dans son *Examen de la Théologie de Mr Jurieu*).¹ Il y montre l'ampleur des sujets abordés, de la notion d'Eglise au salut des hérétiques et des idolâtres, de l'efficacité du baptême aux principes de la foi, etc. Jurieu réplique par sa *Seconde apologie*,² jetant, par ses remarques, le doute sur l'orthodoxie de Saurin. Visé directement, celui-ci publie une *Apologie pour le Sr. Saurin... contre les accusations de Mr Jurieu*.³ Le différend est discuté au synode de Zierikzee, en mai 1692, puis aux États Généraux, et ensuite au Synode de Breda, au mois de septembre, qui essaie de réconcilier les adversaires. Nous ne suivons pas les deux champions dans les méandres de cette controverse, qui s'amplifie à mesure qu'elle avance. Pour s'en persuader il suffit de citer les synodes qui se mettront successivement à la recherche d'une solution: Dordrecht en avril 1693, Nimègue en septembre 1693, Gouda en avril 1694, Goes en août 1694. Une Ordonnance des États de Hollande en date du 18 décembre, qui interdisait de poursuivre les querelles, n'a pas d'effet, et l'affaire est reprise au Synode de Haarlem au mois d'avril 1695, et à celui de Leeuwarden en août 1695, qui veut imposer le silence, défendant formellement de continuer la

¹ où l'on traite de plusieurs points très-importants de la Religion Chrétienne, comme du principe de la foi, de l'idée d'Eglise, de la justification, de l'efficacité du baptême, de la polygamie, de l'amour du prochain, etc. Et où l'on fait voir que la doctrine de Mr Jurieu sur ces articles est non-seulement contraire à celle des Eglises réformées, mais aussi d'une très-dangereuse conséquence, La Haye, L. et H. Van Dole, 1694, 2 vols. in-8°.

² pour M. Jurieu; ou Réponse à un libelle sans nom présenté aux Synodes de Leyden et de Naerden sous le titre de Lettre à Messieurs les ministres qui composent le Synode assemblé à Leyden le 2 may 1691, Rotterdam, 1691.

³ Utrecht, G. Van de Water, 1692, in-12, 117 pp.

polémique. Après le Synode d'Arnhem dans cette même année 1695, le Synode de Brielle en septembre 1696 tranche définitivement entre les deux adversaires présents. Ils n'en sont pas satisfaits pour autant. Parmi les écrits les plus remarquables que la controverse ait inspirés, on peut citer le livre de Jurieu intitulé *La Religion du latitudinaire, avec l'Apologie pour la sainte Trinité, appelée l'hérésie des trois Dieux*,⁴ et les *Réflexions sur les droits de la conscience*⁵ de Saurin.

II. LES "RÉFLEXIONS SUR LES DROITS DE LA CONSCIENCE"

A. Les mobiles de l'ouvrage

Si le titre est éloquent, le sous-titre l'est plus encore: *Réflexions, Où l'on fait voir la différence entre les droits de la Conscience éclairée et ceux de la Conscience errante, On réfute le "Commentaire philosophique", et le livre intitulé,*

⁴ Rotterdam, P. Vander Slaart, 1696, 2 parties en 1 vol. in-8°.

⁵ Il n'est pas inutile de donner ici une liste chronologique des principaux écrits de cette polémique, y compris ceux que nous n'avons pas jugé à propos de mentionner dans le texte: 1691: 1) JURIEU, *Apologie du Sr. Saurin*, op.cit.; 2) SAURIN, "Lettre à messieurs les Ministres", publ. dans l'ouvrage ci-dessous au n. 9; 1692: 3) JURIEU, *Seconde Apologie pour Mr Jurieu*, op.cit.; 4) JURIEU, *Information pour nosseigneurs les États, & instruction sur ce qui s'est passé au Synode de Ziericzee, pour les Eglises dont les Deputez doivent composer le Synode suivant*, s.l.; 5) SAURIN, *Réflexions sur un libelle intitulé "Information pour nosseigneurs les États et instructions sur ce qui s'est passé au Synode de Ziericzee pour les Eglises qui doivent composer le synode de Breda"* (Utrecht); 6) [? Henri BASNAGE, Sr. De BEAUVAL,] *Nouvelle hérésie dans la Morale touchant la haine du prochain, prêchée par Mr Jurieu, et dénoncées à toutes les Eglises Réformées*, etc.; 7) [JURIEU,] *Réflexions sur un Libelle en feuille volante intitulé Nouvelle Hérésie*, etc.; 1694: 8) JURIEU, *Apologie pour les Synodes et pour plusieurs honnêtes gens déchirés dans la dernière satire du Sr. de Beauval, intitulée Considération sur deux sermons etc.* (Rotterdam, in-4°); 9) SAURIN, *Examen de la théologie de Mr Jurieu, où l'on traite de plusieurs points très-importants de la Religion chrétienne, comme du Principe de la foi, de l'idée d'Eglise, de la justification, de l'efficace du Baptême, de la Polygamie, de l'Amour du prochain etc. Et où l'on fait voir que la doctrine de Mr Jurieu sur ces articles est non seulement contraire à celle de l'Eglise Réformée, mais aussi d'une très-dangereuse conséquence*, op.cit. 1695: 10) JURIEU, *Défense de la doctrine universelle de l'Eglise et particulièrement de Calvin, et des réformés sur le principe et le fondement de la foi contre les imputations et les objections de Mr Saurin. Divisée en trois parties* (Rotterdam, in-12°); 11) JURIEU, *Suite de la Réponse de Mr Jurieu: Idée des sentimens de Mr Saurin sur les Mystères de la Trinité et de l'Incarnation*, s.l.; 1696: 12) JURIEU, *La Religion du Latitudinaire*, op.cit. 1697: 13) SAURIN, *Défense de la véritable doctrine de l'Eglise réformée sur le principe de la Foi, contre le livre de Mr Jurieu intitulé "Défense de la doctrine universelle de l'Eglise" etc.* (Utrecht, A. Schouten, in-8°); 14) SAURIN, *Justification de la doctrine du Sr. Elie Saurin, pasteur de l'Eglise Wallonne d'Utrecht, contre deux libelles de Mr Jurieu, l'un intitulé "Idée de sentimens de Mr Saurin sur les mystères de la Trinité et de l'Incarnation", et l'autre "La Religion du Latitudinaire"* (Utrecht, A. Schouten, in-8°); 15) SAURIN, *Suite de la justification de la Doctrine du Sr. Elie*

"Droits des deux Souverains"; et on marque les justes bornes de la Tolérance civile en matière de Religion.⁶ En effet, Saurin s'attaque avec une même rigueur, aiguisée et impartiale, aux écrits de Bayle qu'à ceux de Jurieu. S'il s'engage à construire sa propre théorie de la tolérance, Saurin se doit en même temps de ruiner les théories de ses deux adversaires. Il doit avant tout répliquer aux accusations de Jurieu qui l'a décrit comme un latitudinaire. Accusation disproportionnée, puisque—écrit-il—"le Sabellianisme, le Nestorianisme, le Pélagianisme, le Socinianisme tout entier, en un mot toutes les hérésies Antitrinitaires, et toutes celles qui détruisent la Grâce, ne sont que des pêchez véniels, en comparaison de l'hérésie Latitudinaire, telle que Mr Jurieu la définit, et telle qu'il me l'impute. Cette hérésie n'est autre chose que l'indifférence des Religions, et l'impiété du *Commentaire Philosophique*".⁷

Le premier mobile de Saurin est donc celui de se défendre de l'accusation de Jurieu sur ce point. Le second mobile en est le corollaire: réfuter les thèses de Bayle, car "L'Auteur de ce méchant Livre (*scil.* le *Commentaire Philosophique*) prétend que toutes les Religions sont bonnes, saintes et agréables à Dieu, pourvu qu'elles soient dictées par la Conscience, soit éclairée, soit errante. Il établit cette maxime, sur des principes qui mènent infailliblement au Pyrrhonisme et à l'Athéisme. Mr Jurieu me fait disciple de ce foux Docteur", Bayle, dans "le dernier livre qu'il a publié contre moi",⁸ *La Religion du Latitudinaire*. Le livre de Saurin se présente donc comme une réponse directe à ce livre de Jurieu, et, en même temps, comme une réfutation indirecte du livre de Bayle, dont le nom n'est par ailleurs pas mentionné (sinon sous la forme du *Commentateur Philosophique*).

1. Contre l'intolérance et contre l'indifférence (contre Jurieu et Bayle)

Les points essentiels de la controverse entre Jurieu et Bayle au sujet de la conscience erronée, et de la "liberté de conscience et l'autorité

Saurin, etc. (Utrecht, in-8°). A défaut d'une monographie, voir "La vie et la mort de Mr Elie Saurin" à la suite de E. SAURIN, *Traité de l'amour du prochain*, Amsterdam, H. Schelte, 1704 (2 parties en 1 vol. in-8°); l'art. que lui consacrent Emile et Eugène HAAG dans *La France protestante*; important l'art. du *Dictionnaire historique et critique*. Nouvelle édition, augmentée de notes extraites de Chauffepié, et al., repr. Genève, Slatkine, 1969, s.v. "Saurin Elie".

⁶ Par Elie Saurin, Pasteur de l'Eglise Wallone d'Utrecht, A. Utrecht, A. Schouten, 1697.

⁷ *Ibid.*, Préface, 3r.

⁸ *Ibid.*, 3v.

du Magistrat"⁹ peuvent être considérés comme connus. Nous nous contenterons de définir ici les lignes maîtresses de la pensée d'Elie Saurin dans le combat qu'il entreprend sur les deux fronts diamétralement opposés, contre Jurieu et Bayle, contre "l'intolérance et l'indifférence". "La Dispute qui regarde la liberté de Conscience dans le choix et dans la profession d'une Religion", explique Saurin, est du nombre des controverses "qui roulent sur la pratique, et où le coeur s'intéresse davantage que dans les Disputes qui sont de pure spéculation". Saurin veut se placer au milieu de ces deux extrêmes. Il choisit délibérément cette position médiane et il s'en explique, en donnant un tableau des courants d'opinions parmi les réformés.

Par la grâce de Dieu ces deux partis [extrêmes, les intolérants et les indifférents] sont faibles en nombre. La multitude et la foule des Réformés tient le milieu entre l'intolérance et l'indifférence. Ceux qui suivent la vérité avec la charité selon le précepte de l'Apôtre, ceux que l'on connoit sous le nom de Tolérans mitigez, et que l'on pourroit appeler aussi les Zélez charitables, sont ceux qui forment le parti Protestant; quoi que les Indifférents les fassent passer pour Intolérans: et que ceux-ci les jettent malgré eux dans le parti des Indifférents.¹⁰

Par sa position médiane dans le débat sur la liberté de conscience, Saurin entend garder ses réserves à l'égard des réformés extrémistes, dont il vient de parler, mais il veut du même coup prendre ses distances vis-à-vis des adversaires des réformés, divisés eux aussi en deux camps opposés: les dissidents, qui se dissimulent à l'intérieur du même parti, et les papistes qui sont, à l'extérieur, les ennemis déclarés. Il est aisé de voir que la position—pour ainsi dire—doublement médiatrice de Saurin, correspond sur le plan de la tolérance à une double exigence.

2. Tolérance étendue et tolérance restreinte

Sous Louis XIV, les réformés français occupent une position particulièrement difficile, d'un côté, ils sont opprimés par les papistes, qui les tolèrent de moins en moins, mais de l'autre côté, ils sont eux-mêmes,

⁹ Voir M. Turchetti, "La liberté de conscience et l'autorité du Magistrat au lendemain de la Révocation. Aperçus du débat touchant la théologie morale et la philosophie politique des Réformés: Pierre Bayle, Noël Aubert de Versé, Pierre Jurieu, Jacques Philipot et Elie Saurin", dans *La liberté de conscience (XVI^e-XVII^e)*. Actes du Colloque de Mulhouse et Bâle (1989), réunis par H.G. Guggisberg, F. Lestringant et J.-C. Margolin, Genève 1991, pp. 289-367.

¹⁰ Saurin, *Réflexions*, p. 4.

en quelque sorte, les oppresseurs des sociniens et des autres sectaires, dont ils ne peuvent pas tolérer la doctrine. Dans cette situation, soutenir le bien-fondé de la tolérance pouvait causer un effet différent selon le type de tolérance dont il s'agissait: tolérance étendue ou tolérance réduite. Soutenir une tolérance étendue constituait un argument important de protection face aux persécuteurs papistes, mais impliquait en même temps une extension dangereuse de la liberté de conscience aux dissidents, fussent-ils proches, comme les arminiens, ou éloignés, comme les sociniens, les sectaires de tout bord, ou voire même extérieurs à toute foi comme les indifférents, les pyrrhoniens et les libertins. Les athées en sont de toute façon exclus. Par contre, restreindre la tolérance suffisait à montrer aux adversaires catholiques romains la rigueur de l'orthodoxie réformée. Mais le principe de la tolérance étroite et, à la limite, de l'intolérance, fournissait aux majoritaires les arguments justifiant les persécutions des protestants, à leur tour considérés comme des dissidents, des schismatiques et même des hérétiques. C'est sur ce point que Saurin contredit "le dogme de l'intolérance de Jurieu", en lui objectant qu'il fait le jeu de ses adversaires.

Ainsi nos Persécuteurs secourus par la Morale de M. Jurieu, si elle devient celle de nos Eglises, se defairont de tout ce qui peut rester de scrupule, ou de Conscience, ou de pudeur et d'honnêteté. Il n'y aura plus rien qui les retienne, et qui les empêche de s'abandonner à toute la violence et à toute la fureur d'esprit de persécution dont ils sont possédés.¹¹

Par conséquent, Saurin se rend parfaitement compte que soutenir une extension ou une réduction de la tolérance religieuse produit des effets graves, dans un sens ou dans l'autre, sur le plan dogmatique aussi bien que sur le plan social, surtout dans la situation historique de la France de l'après-Révocation. Si l'on veut saisir ce que les interlocuteurs entendent par "droits de la conscience", il est indispensable, sur ce point, de préciser les significations des diverses tolérances et des différentes libertés en jeu dans les débats et dans la réalité dramatique de l'époque.

¹¹ *Ibid.*, p. 614.

B. *Précisions au sujet des libertés (de conscience, de culte, de religion et des religions) et des tolérances (psychologique, civile, théologique ou dogmatique, ecclésiastique)*

1. *Liberté de conscience et liberté de culte*

L'expression "liberté de conscience",¹² nous le savons, s'est d'abord imposée au XVI^e siècle dans le langage théologique des réformateurs Luther, Mélanchthon et Calvin. Il est peut-être moins connu que cette expression entre ensuite de manière systématique dans la terminologie juridique. Elle se retrouve même dans les édits et ordonnances du roi de France à partir de l'édit d'Amboise de 1563. Au cours des guerres de religion, cette liberté est, pourrait-on dire, exclusivement acquise aux réformés français. C'est à dire que la liberté de conscience est reconnue par les édits de pacification (ou édits de tolérance; cette dernière désignation est, historiquement et juridiquement, moins précise) aussi bien que par les édits de concorde ou de réunion qui alternent avec les premiers.¹³ La différence entre les deux types d'édits ne concerne donc pas la liberté de conscience mais la liberté de culte, qui est bien autre chose. C'est la liberté du culte extérieur qui est l'objet des négociations les plus difficiles, et qui est octroyée ou révoquée selon les cas.

2. *La liberté religieuse*

Or, la liberté de conscience se différencie de la liberté religieuse ou liberté de religion. En effet, dans l'esprit des réformés, la liberté de religion n'est souhaitable qu'au profit des seuls calvinistes. Dans les autres cas, ceux-ci la considèrent comme un dangereux véhicule, une irréligieuse confusion de religions disparates, c'est-à-dire une "licence de religions (*licentia religionum*)". C'est là le noyau de la controverse de Calvin et de Bèze avec Castellion qui, dans la dernière phase de ses spéculations, prône la tolérance religieuse. Si nous ne trouvons ni chez Calvin, ni chez Bèze une théorisation de la tolérance religieuse, c'est bien parce que les responsables des Églises réformées de France n'ont pas voulu exposer leurs fidèles aux risques de contamination par la voie de sectaires ou d'hérétiques manifestes tels que

¹² Voir mon article dans *Encyclopédie du Protestantisme*, Genève, éd. Labor et Fides, 1995, s.v.

¹³ Voir M. Turchetti, "Religious Concord and Political Tolerance in Sixteenth- and Seventeenth-Century France", dans *Sixteenth Century Journal*, 32, 1991, pp. 15-25.

les anabaptistes, les servetistes, les antitrinitaires, les sociniens, etc., ni encore par celle d'adeptes des autres confessions, qu'ils soient catholiques ou même... luthériens.¹⁴ On s'étonnera peut-être des différences qui peuvent subsister entre des notions apparemment si proches. Mais l'analyse des problèmes de l'époque et du vocabulaire des écrits de controverse, font aisément comprendre pourquoi la liberté de conscience se rapproche tantôt de la tolérance, pour s'y opposer parfois ensuite. Tel est le cas de la tolérance éventuelle des antitrinitaires ou des sociniens, laquelle bouleverserait les fondements de la religion et constituerait un danger pour la liberté de conscience des vrais fidèles; c'est pourquoi l'on parle à l'époque de "criminelle tolérance".¹⁵ Libertés et tolérances s'avèrent donc, sur le plan de la religion, aussi nombreuses que différentes.

3. Tolérances

Quant aux tolérances, il faut en distinguer au moins quatre types. 1) psychologique: tolérance (*caritas, lenitas, mansuetudo*, etc.) comme largeur de vues, clémence et indulgence pour les erreurs d'autrui; attitude de "condescendance" (*synkatábasis*, mot patristique repris par Erasme)¹⁶ de la part de ceux qui, sur le plan doctrinal et disciplinaire, sont disposés à faire des concessions pour parvenir à un accord; sentiment de ceux qui prônent la modération (*moderatio*) dans les peines infligées aux hérétiques. 2) juridique ou légale: la tolérance civile relevant du prince ou du magistrat qui peut, dans certaines circonstances, autoriser par des mesures législatives l'exercice d'un culte différent du culte officiel, sans que le premier soit nécessairement

¹⁴ Il suffit de se rappeler des innombrables controverses de Bèze avec les luthériens "ubiquitaires" à la Selnecker dans les années 1570; et, pour le XVII^e siècle, l'opinion d'un des meilleurs théologiens calvinistes comme William Ames (1576-1633), qui à la question de savoir si les luthériens sont hérétiques, répond que "ceux d'entre eux qui défendent l'erreur de l'ubiquité de la nature humaine du Christ, ne peuvent pas être excusés d'hérésie, car cette opinion fait du tout basculer la nature humaine du Christ. Mais parce que plusieurs d'entre eux sont contraires à cette opinion, et d'autres la soutiennent davantage par parti pris que par conviction, ils doivent être accusés de stupidité et de folie, ou de scisme plutôt que d'hérésie". *De conscientia et eius iure vel casibus*, Amstelodami, Apud Io. Ianssonium, 1654, p. 171s. Cf. mon essai "La liberté de conscience", *op.cit.*, p. 304, n. 34.

¹⁵ Jurieu, *Histoire du Papisme, ou suite de l'Apologie pour la réformation et pour les réformateurs*, Rotterdam, R. Leers, 1683, 4. partie, p. 136, au sujet de la tolérance des Sadducéens de la part de Jésus; voir les *Réflexions* de Saurin, pp. 626-627.

¹⁶ Cf. M. Turchetti, "Une question mal posée: Erasme et la tolérance. L'idée de *synkatábasis*", dans *Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance*, 53, 1991, pp. 379-395.

mis sur le même pied que le second. 3) théologique ou dogmatique: tolérance de la part des garants de l'orthodoxie, qui permettent, sans l'approuver pour autant, la profession d'une religion différente de la leur, pourvu que celle-ci respecte les points fondamentaux de la foi. 4) ecclésiastique: tolérance du ressort de l'Église dominante qui, en cas de nécessité (en vue d'un bien à atteindre, ou pour éviter un plus grand mal) peut admettre sous certaines conditions l'exercice de cultes dissidents ou non-chrétiens.¹⁷ Sans allonger la liste, ces quelques distinctions suffisent pour saisir le sens de la controverse qui nous intéresse à présent.

C. Conscience éclairée et conscience erronée

On trouve fort peu de définitions semblables de la conscience. Pour Bayle, dans le domaine de la morale, la conscience "est une connaissance de la loi naturelle (*lumen naturae, seu cognitio legis naturae*), par laquelle chacun juge quelle chose est honnête, et à faire, et quelle autre est honteuse et à fuir".¹⁸ Elle fait fonction de témoin, de juge, de bourreau, de conseiller, etc. En ce sens, la conscience peut être éclairée ou erronée. La conscience est *sana* ou éclairée, lorsqu'elle est "dégagée des préjugés et des erreurs";¹⁹ elle est *falsa* ou erronée, quand elle est faussement persuadée d'être dans la vérité. Pour que l'on puisse parler des droits de la conscience erronée, il faut que l'ignorance, qui est à l'origine de l'erreur, soit invincible et involontaire. Dans les pages de son *Commentaire philosophique*, Bayle choque les lecteurs lorsqu'il s'engage à démontrer que "tout ce que la conscience bien éclairée nous permet de faire pour l'avancement de la vérité, la conscience erronée nous le permet pour ce que nous croions la vérité". Cette équivalence entre les deux consciences est lourde de conséquences sur les plans théologique, moral et politique. Bayle affirme, s'attirant ainsi la colère de ses adversaires: "La conscience erronée doit procurer à l'erreur les mêmes prérogatives, secours et caresses que la conscience orthodoxe procure à la vérité".²⁰ Les répliques ne

¹⁷ Voir mon art. "tolérance" dans l'*Encyclopédie du Protestantisme*, *op.cit.*

¹⁸ Bayle, "Système de Philosophie. Idée courte et exacte de la Morale", *Oeuvres diverses*, t. 4, La Haye, 1737, p. 261.

¹⁹ *Ibid.*, p. 263.

²⁰ [Bayle,] *Commentaire philosophique sur les paroles de Jesus Christ Contrain-les d'entrer; Où l'on prouve par plusieurs raisons démonstratives qu'il n'y a rien de plus-abominable que de faire des conversions par la contrainte, et l'on refute tous les Sophismes des Convertisseurs à contrainte,*

se font pas attendre. Parmi les réformés eux-mêmes, Pierre Jurieu prend immédiatement la plume et fulmine contre les thèses de Bayle dans son ouvrage: *Des droits de deux Souverains en matière de religion, la Conscience et le Prince. Pour détruire le dogme de l'indifférence de religions et de la tolérance universelle. Contre un livre intitulé "Commentaire philosophique sur ces paroles du Christ 'Contrains-les d'entrer'"*.²¹ Jurieu explique ce qu'est la conscience en donnant une définition destinée à flétrir les libertins comme Bayle.

La conscience n'est rien autre chose que le sentiment qu'a l'âme de ses propres opérations, sensations, dispositions, de son état, de son devoir, de ses actions, de ce qu'elle a fait, et de ce qu'elle mérite. Elle est composée comme l'âme de deux parties, l'esprit et le cœur, l'entendement et la volonté... Il n'y a point d'endroits où les devoirs de la conscience regardent le cœur et la volonté, qu'ils ne s'étendent aussi à l'esprit et à l'entendement. C'est là une des principales erreurs du système de nos libertins sur les droits de la conscience erronée. Ils obligent le cœur à tout, et l'esprit à rien. Le cœur est obligé de faire le bien et de le vouloir, mais l'esprit n'est point obligé à connoître la vérité.²²

Définition percutante, si l'on veut, mais qui ne laisse pas d'être obscure pour autant. C'est Élie Saurin qui se charge de le relever, en s'acquittant de la sorte de ses dettes envers Jurieu, et en apportant sa contribution à un débat qui passionnait le public. Saurin reprend la définition de la conscience que Jurieu avait donné, et la commente ainsi:

Dans toute cette dispute l'Auteur [Jurieu] considère l'entendement comme une faculté purement passive... Selon lui, c'est uniquement la volonté qui donne le consentement... à l'erreur ou à la vérité. L'erreur est donc dans la volonté et non pas dans l'entendement. Cependant l'Auteur met ici l'erreur dans l'entendement, et non pas dans la volonté. On ne peut pas savoir précisément ce qu'il veut dire.²³

Et Saurin de nous donner, à son tour, une définition de la conscience comme "le jugement que l'homme porte de soi-même, en tant que l'homme est sujet au jugement de Dieu". Plus explicitement il écrit: "La Conscience est le jugement que l'homme porte de soi-même par

et l'Apologie que S. Augustin a faite des persécutions. Traduit de l'Anglois du Sieur Jena de Fox de Bruggs par M.J.F., à Cantorbery [Amsterdam], T. Litwel, 1686, 2 parties en 1 vol., p. 436; la citation qui précède se trouve *ibid.*, p. 19.

²¹ Rotterdam, chez Henri de Graef, 1687.

²² *Ibid.*, p. 167s.

²³ Saurin, *Réflexions*, p. 343.

rapport à la souveraine Loi", où la souveraine loi est la volonté de Dieu, "unique loi de nos volontés et de nos actions". Par conséquent, la conscience est éclairée "quand le jugement que l'on porte de la Loi est véritable et bien fondé"; en revanche, elle se dit erronée quand ce jugement "est faux ou sans fondement". Deux exemples éclairent ces définitions.

Les Chrétiens se croient obligés à adorer Jésus-Christ comme le Messie, et cette persuasion est fondée sur des bonnes preuves: ils ont raison, et leur Conscience est une Conscience éclairée. Les Papistes se croient obligés à adorer la bienheureuse Vierge et les Saints: ils ont tort, et leur Conscience est une Conscience errante.²⁴

Saurin ne concède rien à la possibilité, bien admise par Bayle, d'une équivalence entre le vrai et le faux, lorsque le vrai peut se confondre avec l'apparence du vrai. Saurin coupe tout chemin qui puisse conduire à une parité, même supposée, entre la vérité et l'erreur. "On ne peut jamais avoir de bonnes raisons pour prendre le vrai pour le faux, ou le faux pour le vrai, le bien pour le mal, ou le mal pour le bien. Et par cela même que l'on croit une chose fausse, il s'ensuit qu'on la croit sans fondement". Par ces précisions, qui s'imposent à l'égard du *Commentaire philosophique*, Saurin en arrive à traiter des droits de la conscience éclairée et de ceux de la conscience errante. Cela équivaut, d'une certaine manière, à parler de la liberté de conscience. Il ne faut donc pas s'étonner si notre auteur ne mentionne que rarement l'expression de liberté de conscience, pour se consacrer davantage à l'essentiel de la question qui, d'après lui, concerne les droits de la conscience.

D. Les droits de la conscience (obligations et privilèges)

Plus précisément, Saurin explique ce qu'il faut entendre par les droits de la conscience, c'est-à-dire ses privilèges et ses obligations.

Par les obligations de la Conscience j'entens les devoirs auxquels l'homme est engagé par sa Conscience. Les privilèges de la Conscience consistent dans le droit qu'elle nous donne d'agir ou de n'agir point. J'avoue—continue Saurin—que l'on peut donner un sens tout différent à ce mot, et le prendre pour le droit que la Conscience, ou plutôt que Dieu

²⁴ *Ibid.*, pp. 8-9. Saurin emprunte la définition de conscience au *De conscientia*, pp. 1-4, de Williams Ames, *op.cit.*, *loc.cit.*

a sur l'homme. Mais en ce sens là le droit et le devoir de la Conscience reviennent à une même chose.²⁵

En effet, la conscience éclairée et la conscience erronée ne se heurtent pas aux mêmes difficultés. S'"il n'est pas difficile de régler les droits et les obligations d'une Conscience éclairée", il n'en est pas de même pour la conscience erronée. "Toute la Dispute—avoue Saurin—porte sur la Conscience errante, à laquelle les uns [Bayle] donnent des prérogatives qui ne lui appartiennent pas, et que d'autres [Jurieu] privent de certains droits qui lui sont essentiels, non pas en qualité de Conscience errante, mais en qualité de Conscience simplement".²⁶ Il est clair que le problème réside dans l'utilisation du qualificatif d'errant ou d'erroné. Beaucoup de malentendus dépendent des notions d'erreur et d'ignorance, de volontaire et d'involontaire, car il est évident que les droits de la conscience erronée ne subsistent que si cette erreur est involontaire et invincible.

E. Ignorance et erreur

1. Ignorance volontaire et erreur

Saurin est doué d'un esprit analytique et systématique. Il aime les structures bien agencées en divisions et subdivisions. Il distingue deux formes d'ignorance, l'une volontaire, l'autre involontaire et invincible. Il y a trois espèces d'ignorance volontaire: 1) "une ignorance volontaire dans le commencement, mais qui devient absolument involontaire et invincible". Par exemple, "Un Libertin passe toute sa jeunesse dans la débauche: il perd l'occasion d'apprendre les langues, la philosophie, la jurisprudence, les mathématiques etc. dans un âge plus mûr et plus avancé il souhaite inutilement ce qu'il n'a pas daigné apprendre. Mais il n'est plus temps, et son ignorance est alors actuellement invincible et involontaire, quoi qu'il ne doive s'en prendre qu'à lui-même". 2) Une autre sorte d'ignorance concerne les vérités de la religion, que l'on ne peut connaître que par la révélation. Si l'on néglige de les apprendre, "par un esprit de libertinage" quand il est encore temps, il sera trop tard, et cette ignorance deviendra "insurmontable". 3) Il y a une troisième espèce d'igno-

²⁵ *Ibid.*, p. 11.

²⁶ *Ibid.*, p. 12.

rance "qui n'est jamais entièrement invincible. Telle est l'ignorance de l'existence de Dieu et de ses attributs, des premières notions de la Morale etc. En quelque état que l'homme soit, il peut toujours connoître ces vérités, et c'est uniquement la corruption de son coeur, et sa malice actuelle qui dérobe ces vérités à sa vue".²⁷ Saurin distingue encore l'ignorance de l'erreur, à laquelle il ne concède pas le bénéfice du caractère invincible et involontaire. "Je pose même en fait—dit-il—qu'il n'y a absolument aucune erreur qui ne renferme un péché". Par ailleurs, il y a lieu de "distinguer entre erreur et erreur". Il y a des erreurs qui ne sont d'aucune conséquence et qui ne portent aucun préjudice à la religion ni à la morale. Il y en a d'autres, en revanche, qui sont "injurieusement à la Divinité et contraires à la sainteté de l'homme". Celles-ci "sont incomparablement plus volontaires que les précédentes", "elles sont criminelles en elles-mêmes".²⁸

2. L'obéissance à la conscience erronée

De ces prémisses, qu'il avance "pour donner une idée de la doctrine orthodoxe, et pour y avoir recours quand il faudra la défendre contre les objections du *Commentaire philosophique*", Saurin déduit et discute trois propositions, que nous nous limitons à citer sans plus.

I) Celui qui obéit à une Conscience erronée dans ce que Dieu commande ou défend, pèche parce qu'il transgresse la loi de Dieu; par conséquent, il est coupable, et mérite une peine proportionnée à son péché. II) Un homme pèche quand il agit contre le dictamen de sa Conscience erronée, quand il fait ce qu'il croit que Dieu lui défend, et qu'il ne fait pas ce qu'il croit que Dieu lui commande. III) Celui qui erre dans le droit de Dieu est obligé en même temps à faire ce que sa Conscience errante lui prescrit, et à ne le pas faire. Celui qui est fortement persuadé que Jupiter est Dieu est obligé à l'adorer, et il est aussi obligé à ne l'adorer point.

Je laisse les autres subdivisions et les commentaires respectifs, dont la structure nous rappelle que tous les auteurs traitant le sujet, fussent-ils protestants ou catholiques, avaient profondément médité la leçon de Thomas d'Aquin (*Somme théologique*, seconde partie du deuxième livre, en particulier l'article 19; le *Commentaire* à la seconde sentence de Pierre Lombard, etc.). Quant à la démarche du raisonnement, à sa logique interne—soit dit en passant—, ils semblent suivre pour la

²⁷ *Ibid.*, pp. 14-16.

²⁸ Saurin, *Réflexions*, p. 20.

plupart les méthodes de Descartes, en utilisant même la terminologie du philosophe. C'est le cas pour Saurin.

3. *Lier et obliger*

Sur la base de son argumentation, Saurin en arrive à conclure que, malgré les différences qui les opposent, Bayle et Jurieu partagent souvent les mêmes erreurs, comme celle de faire "éternellement confusion entre les droits et les devoirs de la conscience". Tous deux négligent de remarquer que la conscience erronée "lie véritablement, mais qu'elle n'oblige pas". Pour définir les significations d'obliger et de lier, Saurin recourt au *De conscientia* d'Amesius.²⁹ "Par obliger il entend obliger absolument, obliger et autoriser tout ensemble. Par lier il n'entend pas seulement engager et porter à quelque action, mais y obliger conditionnellement". Il s'agit là d'une distinction importante pour comprendre entre autre pourquoi un papiste, qui est lié par sa conscience erronée à rendre "une adoration religieuse à la Vierge et aux saints, n'y est en fait pas obligé".³⁰

4. *Plan théologique et plan politique de la question*

De définition en précision, de division en subdivision, Saurin poursuit sa démarche théologique dans le style des disputes scolastiques, harcelant ses interlocuteurs, sans négliger le moindre détail où sa critique ponctuelle puisse contredire un postulat peu solide, désassembler une thèse boîteuse et restaurer une vérité. Son examen du *Commentaire philosophique* représente une des meilleures analyses du célèbre ouvrage, tout comme c'est le cas pour sa critique du livre de Jurieu *Des droits des deux souverains*. Saurin leur consacre respectivement la deuxième et la troisième partie de ses *Réflexions*, soit quatre cents pages environ. La quatrième et dernière partie, intitulée "De la Tolérance des religions", traite du véritable sujet de son oeuvre. Chemin faisant, l'auteur semble changer de sujet en passant du plan de la théologie morale au plan de la philosophie politique. Je dis "semble" parce qu'en effet il ne s'agit pas d'un changement, mais d'un développement qui conduit à un aboutissement nécessaire. Saurin est parfaitement conscient de ce saut qualitatif où il nous explique que "La question des droits de la conscience, agitée entre l'auteur

²⁹ Cf. ci-dessus n. 14.

³⁰ Saurin, *Réflexions*, p. 28.

du *Commentaire philosophique* et l'auteur des *Droits des deux souverains*, n'est qu'une suite et une dépendance d'une autre controverse qui regarde le droit qu'ont les Magistrats d'exterminer l'hérésie".³¹ Nous retrouvons au coeur du vieux débat sur l'autorité du Prince dans les affaires concernant la religion, un débat qui n'a toujours rien perdu de sa vigueur.

F. *Les droits de la Conscience et les droits du Magistrat*

1. *Opinions de Bayle et de Jurieu*

L'on connaît les positions de Jurieu et de Bayle sur le sujet. Bayle avait dépossédé le Magistrat du droit de persécuter l'hérétique simple, en montrant "qu'un Prince idolâtre a le même droit pour la défense de l'idolâtrie, qu'un Prince Orthodoxe pour la vérité", car "le droit de la conscience errante de bonne foi [invincible et involontaire] est tout le même que celui de la conscience orthodoxe".³² De son côté Jurieu, refusant sur le plan théologique l'équivalence des droits entre la conscience éclairée et la conscience erronée, avait voulu rendre au Magistrat le pouvoir non pas "sur l'esprit et sur le coeur" mais "sur la langue comme sur les mains", y compris celui de gêner sinon de châtier les hérétiques, pour ne pas priver le Prince du droit de supprimer l'idolâtrie papiste le moment venu. En effet, dans sa vision prophétique, ce moment lui semblait désormais proche. C'est pourquoi il ne fallait pas "ôter aux roi de France et d'Espagne l'autorité pour chasser le Papisme de leurs États, comme ont fait les Rois d'Angleterre et de Suede... Soiez assurez—écrit-il en 1686—que cela doit arriver ici".³³

Et Saurin de s'insurger, à son tour, contre les dangereuses propositions de Jurieu, qui, dans la tragédie de l'après-Révocation, offrait aux persécuteurs papistes la justification théorique de leur persécution contre les réformés. "Cela n'est-il pas bien édifiant!", s'exclame Saurin.

Qu'un Théologien Protestant et Réfugié [Jurieu] autorise la persécution qu'il veut susciter à des Sectaires, qui n'ont point d'autre crime que

³¹ *Ibid.*, p. 425.

³² [Bayle,] *Comm. philos.*, p. 456. Cf. son *Supplément philosophique sur les paroles du Christ Contrains-les d'entrer...*, Hambourg, T. Litwel, 1688, fol. **5v.

³³ [Jurieu,] *Des droits des deux souverains*, p. 294.

leur erreur, par la même chicane que les Suppôts de la grande Babylone employent dans ces derniers temps, pour justifier les injustices et les violences, les inhumanités et les barbaries, qu'ils exercent contre l'Eglise Protestante: chicane que nous regardons comme une insulte et comme un redoublement de cruauté.³⁴

Saurin veut sauvegarder les droits de la conscience et les soustraire à l'autorité du Magistrat. Il consacre beaucoup d'efforts à démontrer que la différence que Jurieu fait entre gêner et persécuter n'est que fictive, parce qu' "en permettant au Magistrat de faire un pas dans cette carrière, on lui permet par une légitime conséquence d'aller jusqu'au bout",³⁵ c'est-à-dire d'extirper l'hérésie. Malgré ses efforts, Jurieu est un intolérant, un "intolérant mitigé" qui finit tout de même par tomber d'accord avec les intolérants outrés, puis qu'il soumet l'empire de la conscience à la juridiction du Magistrat. Saurin se garde, cependant, de prendre la position de Bayle, qui est—à son avis—celle de la tolérance universelle, de la tolérance sans bornes, source elle aussi d'erreur et d'excès. C'est en raison de sa position équilibrée entre les extrêmes de l'intolérance outrée et de la tolérance universelle que les *Réflexions* acquièrent l'importance historique d'un ouvrage-clé.

2. Origine des sociétés

Saurin est un défenseur de la liberté de conscience vis à vis de l'empiétement du "pouvoir le plus absolu". Son principe est que "les droits de la conscience demeureront toujours sacrez et inviolables; à cet égard-là les hommes n'ont point d'autre Souverain que Dieu".³⁶ Néanmoins, Saurin ne conteste pas que le souverain a le droit d'intervenir dans les questions religieuses afin de garantir la conservation de la religion qu'il croit vraie. L'auteur développe d'abord son argumentation sur le plan politique. Il reconnaît qu'à ce point de vue on pourrait soutenir

que les Sociétez se sont formées pour les intérêts temporels, et que la Religion n'est entrée pour rien dans la fondation des Monarchies et des Républiques. Si la Religion a été considérée, ç'a été seulement en tant qu'elle pouvoit servir ou nuire à la tranquillité publique... Sur ce

³⁴ Saurin, *Réflexions*, p. 586.

³⁵ *Ibid.*, p. 598.

³⁶ *Ibid.*, pp. 488-9.

fondement la Religion est subordonnée à la Politique dans la Société civile considérée précisément comme Société civile.³⁷

Ces argumentations uniquement politiques, quoiqu'elles contiennent "quelque chose de specieux et d'éblouissant", ne suffisent pas à expliquer la formation des sociétés ni la réalité historique, politique, sociale et religieuse des monarchies et des républiques. C'est le "suprême Législateur" qui a institué l'autorité politique, à commencer par la puissance paternelle "qui est la plus ancienne, la plus naturelle et la plus légitime". Alors que les peuples se sont réunis pour s'entraider mutuellement et pour glorifier Dieu, ils "ont dû autoriser leurs Souverains à se servir de leur puissance et de leur autorité pour faire regner Jesus-Christ". Saurin esquisse l'origine des sociétés de la période protohistorique aux époques historiques, où les peuples ont reconnu l'autorité de l'Eternel, et présente dans les grandes lignes sa conception de l'histoire politique et religieuse pour introduire sa théorie de l'autorité du Magistrat dans les choses qui touchent à la religion.

Depuis la conversion des Princes et des peuples, du Paganisme au Christianisme, et du Papisme à la Religion Réformée, on a fait de la Religion, du moins en apparence, la plus importante affaire du gouvernement. Les Princes s'obligent dans leur sacre à consacrer leur autorité et leurs forces à la défense et à la conservation de la Religion qu'ils croient la véritable. Il y a même quelques Etats, où la couronne et toutes les especes de magistrature sont attachées à ce serment. De sorte que l'obligation à maintenir la Religion dominante est la première des loix fondamentales.³⁸

3. Principes harmonisant la politique et la religion

Ce tableau correspond bien à la situation historique de la France du XVII^e siècle. Saurin y insère les principes qui harmoniseraient "la souveraine puissance" avec l'exercice de la Religion si on s'attachait à les appliquer. 1) "Premièrement, la Religion que le Prince croit bonne, doit l'être effectivement. Il ne lui est pas permis de se tromper sur cet article". En outre, pas question de concéder au prince le bénéfice de la conscience erronée. Quiconque mettrait en doute ce principe serait un Pyrrhonien ou un Athée. Saurin songe-t-il à un prince réformé? Pas nécessairement. N'oublions pas que son discours

³⁷ *Ibid.*, p. 492.

³⁸ *Ibid.*, p. 494.

ne s'adresse pas plus aux intolérants à la Jurieu qu'aux papistes persécuteurs. 2) "Secondement, le Souverain ne doit employer pour la défense de la vraie Religion que des moyens légitimes, et qui ne fassent pas honte à la Religion. Le Machiavelisme doit être banni de leur Politique", ainsi en est-il des "faux miracles" et des "fraudes pieuses". L'allusion à l'Eglise catholique romaine est claire, aussi bien qu'à son oeuvre de conversion forcée dans la France de l'époque. 3) Troisièmement, le Prince ou le Magistrat orthodoxe, qui veut maintenir la propagation de l'orthodoxie, ne doit rien faire contre les lois fondamentales du gouvernement ni contre le traité qu'il a conclu avec le peuple. Au cas où il se croirait obligé à agir à l'encontre de sa religion et de sa conscience, "il doit plutôt renoncer à la couronne qu'à la bonne Conscience". Saurin ne conteste pas, comme Bayle l'avait fait, le pouvoir du Magistrat de réduire l'hérésie. Il semble même partager l'opinion de Jurieu, lorsqu'il écrit "le Souverain peut et doit faire agir sa puissance et son autorité pour l'extirpation des fausses Religions et des hérésies".

4. *Limites de la souveraineté*

"Toute la contestation—affirme Saurin—roule sur la manière en laquelle il [le Magistrat] doit remplir ce devoir, et exercer cette autorité. Il s'agit de trouver le point, jusqu'où la force coactive doit s'étendre, et où elle doit s'arrêter".³⁹ Saurin dicte ensuite une série de règles pour marquer les limites de l'exercice du pouvoir en matière de religion. La dernière règle touche de près au rapport entre la liberté de conscience et l'autorité du prince.

Le Souverain doit se souvenir que ses Sujets sont les Sujets du Roi des Rois, qui leur fait entendre sa volonté par le ministère de la Conscience; et qui même leur impose l'obligation à suivre le dictamen de leur Conscience... De sorte que la Conscience est comme le tribunal que le Souverain Juge a dressé dans le coeur de tous les hommes... Ainsi les souverains ne sont que les Magistrats subalternes, les Ministres et les Lieutenants du souverain Monarque et du Souverain Législateur. N'ayant pas l'autorité de faire de loix contraires aux siennes, ils n'en peuvent pas faire non plus qui forcent la conscience, c'est-à-dire qui obligent directement les Sujets à secouer le joug de leur Conscience, à faire ce qu'elle leur défend, et à ne pas faire ce qu'elle leur commande.⁴⁰

³⁹ *Ibid.*, p. 497

⁴⁰ *Ibid.*, pp. 500-501.

Saurin nous livre dans cette règle un des principes les plus originaux de sa pensée, allant à l'encontre des opinions intolérantes et semblant se rapprocher considérablement du *Commentaire philosophique*. L'auteur établit le principe selon lequel la conscience représente une limite insurmontable de la souveraineté du prince dans l'exercice du pouvoir, même absolu. Le souverain terrestre fait ses lois, mais il n'a pas le droit d'empiéter sur la souveraineté de Dieu, dont la conscience humaine individuelle est l'oeuvre singulière. Si la différence avec la pensée de Jurieu est évidente, quelles sont les différences qui le séparent de Bayle, dont il veut dénoncer "les sophismes et les illusions"? Un des arguments les plus dignes d'attention, où ces différences apparaissent, est celui qui établit une comparaison entre l'obéissance des sujets hérétiques au magistrat orthodoxe, et l'autorité du magistrat hérétique sur les sujets orthodoxes.⁴¹ Certains détails, que Saurin insère ici et là dans son développement, nous éclairent sur sa position théorique (assez *sui generis*), dont l'originalité est évidente.

Saurin juge non seulement légitime l'intervention du Prince dans les affaires religieuses, mais il pousse encore très loin les bornes de l'autorité du Magistrat à l'égard des fausses religions. Il donne une série de préceptes que Bayle n'aurait—à mon avis—pas partagés, et qui semblent le rapprocher de Jurieu.

5. *La religion d'État*

Premièrement, le désir le plus ardent du Souverain est la concorde religieuse, afin "qu'il n'y ait dans son Etat qu'un Dieu et qu'une Religion... la véritable Religion". Dans ce but, "le Souverain est autorisé et obligé par sa charge à empêcher l'introduction d'une fausse Religion dans son Etat, et à l'en bannir quand il l'y trouve introduite". Saurin parle aussi de la "douce violence" (argument à risque, selon Bayle), que le magistrat pourrait employer pour contraindre les étrangers à se convertir. Le deuxième point va beaucoup plus loin, car Saurin admet que

le Souverain est en droit de rendre la vraie Eglise dominante, de faire de la véritable Eglise la Religion d'Etat... Il est autorisé à dépouiller la fausse Eglise et la fausse Religion de tous ses avantages; pourvu qu'il n'en soit pas empêché par une loi fondamentale, ou par quelque traité

⁴¹ Voir l'analyse de ce point dans mon art. "La liberté de conscience", cité ci-dessus à la n. 9, pp. 353-360.

avec les Sectes errantes. Il a droit de marquer aux Hérétiques le lieu et le temps de leurs assemblées, pour la conservation de la tranquillité publique. Et si les Sectaires violent ses ordres, et veulent retenir les temples publics, et d'autres privilèges de la même nature, contre son intention et au mépris de son autorité, il peut se faire obéir par une force coactive, et par la rigueur des peines. Parce que les Hérétiques ne sont point censez avoir une obligation de Conscience à faire ces sortes de démarches, et qu'ainsi on les peut regarder, comme des actes de sédition.⁴²

6. *Le droit de glaive*

Saurin décrit la situation religieuse d'un État protestant, où le magistrat orthodoxe admet une tolérance restreinte et rigoureuse des hétérodoxes. L'auteur, en prenant ses distances de Bayle, nous oblige à nous remettre dans le climat de l'époque, lorsqu'il accorde en troisième lieu (iii) au magistrat le droit de glaive.

Par la même raison, la Puissance seculière peut et doit employer le glaive contre les Hérétiques, lorsqu'abusant de leur force et de leur multitude, ils persecutent les vrais Fidèles, et les inquietent dans l'exercice de leur Religion. Et elle doit le faire, non seulement dans la vue de rendre justice, et de prevenir les désordres qui pourroient bouleverser l'Etat; mais principalement par un esprit de zèle, et dans le dessein de conserver à la vraye Religion tous ses avantages, et se garantir des insultes et des outrages de ses ennemis, et de tout ce qui pourroit arrêter le progrès de l'Evangile.⁴³

7. *Hérésie et sédition. Les Papistes: Hérétiques et Idolâtres, ennemis du genre humain*

La religion d'État peut donc recourir à la coercition des hérétiques dans certains cas, lorsque les hérétiques contreviennent aux normes juridiques de l'ordre public et du respect de la liberté religieuse des fidèles. Saurin ne manque pas de réalisme politique: selon lui, le Magistrat qui veut veiller sur ses sujets et les protéger du "venin de l'hérésie" ne peut pas tolérer certains hérétiques. Il s'en explique au point iv), où l'hérésie est mise en relation avec la sédition.

Si le Souverain a des preuves certaines que les Hérétiques, et surtout les Hérésiarques n'agissent pas de bonne foi dans la propagation de leur hérésie, et que le zèle de la maison de Dieu n'est qu'un prétexte,

⁴² Saurin, *Réflexions*, p. 508.

⁴³ *Ibid.*, p. 509.

il peut les regarder comme des mutins et des séditeux, lors même qu'ils ne font que ce qu'ils auroient à faire, s'ils étoient dans la bonne foi. Ainsi le Souverain se prévaut sans injustice des fausses démarches et des irrégularités de Sectaires, pour arrêter le progrès de leur Secte, et pour préserver les Fideles du venin de leur hérésie.⁴⁴

Texte remarquable qui n'est pas sans nous étonner de la part d'un réformé de France, originaire d'un royaume dont les sujets protestants sont soumis, en cette fin de siècle, à des vexations, à des persécutions dramatiques. Ce texte étonne encore davantage par l'attitude de Saurin, qui ne doute pas un instant que les hérétiques dont il parle (ne) puissent (pas) être confondus avec les réformés. Aussi les papistes se trompent-ils lorsqu'ils persécutent les dissidents sans discernement. D'ailleurs, qui sont ces persécuteurs? Une autre sorte d'hérétiques. Plus précisément, "les Papistes—dit-il—ont deux caractères, lesquels il ne faut pas confondre. Premièrement, ils ont le caractère d'Hérétiques et d'Idolâtres. Secondement, ils ont le caractère d'ennemis du genre humain". Or, "si l'on considère les Papistes simplement comme des Hérétiques et des Idolâtres, on peut d'un côté les priver de ces sortes d'avantages qui ne sont pas essentiels à une Religion, et dont la privation ne fait aucune brèche à la liberté de la Conscience. Mais on doit en même temps souffrir qu'ils servent Dieu comme ils entendent, et selon leurs principes",⁴⁵ conclut Saurin, en évitant l'écueil auquel se heurtait Jurieu. Il n'en reste pas moins vrai, point v), que "le Souverain doit toujours faire distinction entre les Fideles et les Hérétiques, à l'avantage de ceux-là... dans la distribution des faveurs et des grâces". Dans ce sens, la religion d'État souhaitée par Saurin, est une religion privilégiée, qui doit garder pour elle ses privilèges. Voilà donc une opinion totalement inverse de celle qu'avaient les papistes à l'encontre des protestants. Voilà encore—dirait-on—un argument à la Jurieu, faisant fi des requêtes des réformés pendant un siècle et demi (du début des guerres de religion à la fin du XVII^e siècle) visant à obtenir une égalité de traitement avec les catholiques dans la distribution des charges et des offices publics.

8. *La conscience de l'athée et la conscience de l'hérétique*

Saurin s'affirme là aussi un homme de son époque, puis qu'il partage les opinions de ses contemporains, y compris ses adversaires

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*, pp. 659 et 661.

papistes. Le vi) complète le tableau en donnant au magistrat le droit d'exterminer certains sectaires, lorsqu'ils sont coupables de crimes graves. Ce dernier point n'est pas sans frapper:

En sixième lieu, il y a des Sectes que les Souverains doivent exterminer par la rigueur des loix et par la force du glaive, quand il n'y a point d'obstacle invincible qui s'oppose à l'exécution de leur dessein. Ce sont celles qui portent à des crimes énormes, au parricide des Rois, au parjure, à la trahison, et en un mot à des actions qui outragent la Nature, qui violent les premiers loix de la Morale, et qui tendent naturellement et directement à la destruction de la Société humaine.⁴⁶

L'on pourrait croire que Saurin n'envisage ici que les coupables de délits de droit commun. Mais il y a plus, Saurin donne deux exemples: l'irréligion et l'athéisme, car "il est moralement impossible qu'un homme élevé dans le sein de l'Eglise Chrétienne parvienne jusqu'au point d'être véritablement Athée, et de croire positivement comme une vérité certaine qu'il n'y a point de Dieu, sans être un scelerat, et sans avoir pris tous les soins imaginables pour éteindre dans son esprit toutes les lumières de la Raison et de la Religion, et pour étouffer tous les sentimens de la Conscience". Sa conscience—à supposer qu'un athée en ait une—sa conscience n'est pas comme celle des autres, puisqu' "on est en droit de les considérer comme péchant contre leur Conscience... On doit en user avec eux comme on en useroit avec des meurtriers, des Sodomites, des adulteres, et des parjures de profession, et comme on en use avec les voleurs et les pirates". Pas question pour de tels hommes de songer au bénéfice de la conscience erronée. Jurieu aurait consenti de plein gré à cette conclusion. Quant à Bayle, tout sévère qu'il est à l'égard des athées, il n'aurait pas poussé le châtement jusqu'à la peine capitale. Saurin surprend encore une fois par sa position atypique, flottant entre les deux extrêmes, dérivant tantôt vers Jurieu, tantôt vers Bayle.

Tout en maintenant sa position médiane, Saurin s'en tient solidement aux maximes générales qu'il a établies. Il refuse au magistrat la faculté de régler, par l'autorité qu'il a, "la foi et les sentimens des Sujets, et de leur ordonner d'être orthodoxes"; il lui refuse aussi "le droit de faire des lois pénales pour forcer les Hérétiques à des actes contraires à leur Religion". Saurin recommande la maxime générale; "Le Magistrat n'est pas maître de la Conscience". Par conséquent, celui-ci doit veiller à ne pas dépasser les bornes de son autorité même

⁴⁶ *Ibid.*, p. 510.

au cas où il serait dans l'obligation de faire des lois pour gêner les hérétiques. Ceux-ci doivent obéir, car leur conscience ne les oblige pas à la désobéissance, qui par ailleurs serait contraire aux intérêts de leur religion.

9. *La conscience individuelle*

Arrivé à ce point culminant, la conscience, dont Saurin nous parle, n'est pas uniquement la conscience de l'hérétique, mais celle de l'homme en général. La conclusion qu'il tire de son long discours représente l'aboutissement de la spéculation d'un siècle entier de débats.

Mais si cette loi est d'une telle nature, que l'hérétique ne puisse pas l'observer, sans trahir sa Conscience, et sans être persuadé par les principes de sa Religion, qu'il craint plus les hommes que Dieu, cette loi est injuste et tyrannique; c'est un piège tendu à la Conscience, par lequel on force les hommes à être plus criminels qu'ils ne le veulent être. C'est même une usurpation des droits et de l'autorité suprême de celui qui est le seul maître de la Conscience.⁴⁷

Ce principe, ainsi formulé dans sa simplicité et dans sa clarté, me paraît la maxime de ceux que nous pourrions définir, à la suite de Saurin, comme les "tolérants mitigés". Saurin, qui au cours de ses raisonnements semble se rapprocher alternativement de Jurieu et de Bayle, trouve ici une position qui lui est spécifique, et qui se distingue nettement de celle de ses interlocuteurs privilégiés.

III. CONCLUSION

En conclusion, qu'il s'agisse d'un magistrat orthodoxe ou d'un magistrat hétérodoxe, leurs droits sont les mêmes quand la conscience est mise en jeu.

Si un Sujet orthodoxe peut dire au Souverain qui le veut porter à trahir sa Conscience, Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes; un sujet hétérodoxe est autorisé à tenir le même langage à un Prince qui le veut faire agir contre les principes de sa Religion. Car un Prince orthodoxe n'a pas plus d'autorité sur la Conscience de ses Sujets qu'un Prince hétérodoxe.⁴⁸

⁴⁷ *Ibid.*, p. 510.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 515.

Saurin établit donc, sur le plan des droits de la conscience individuelle, la réciprocité entre orthodoxie et hétérodoxie. Mais il ne faut pas considérer cette réciprocité comme une équivalence entre l'orthodoxie et l'hérésie, entre vérité et erreur. Encore une fois, Saurin n'est pas Bayle, quoi qu'il semble s'être mis à son école. Pour Saurin, l'action du sujet orthodoxe n'est pas la même que celle du sujet hétérodoxe. L'action du premier "est juste et sainte devant Dieu", celle du second "est injuste et criminelle". Telle est la ligne de démarcation entre tolérance universelle et tolérance mitigée: Saurin laisse la priorité absolue à la vérité sur l'erreur, à l'orthodoxie sur l'hérésie, à la conscience éclairée sur la conscience errante. C'est une priorité que l'argumentation théologique et morale concédait sans trop de difficultés, mais que le raisonnement philosophique et politique rendait moins évidente.

Revenons, pour terminer, à ce qui est la caractéristique de Saurin, ce qu'il appelle lui-même "la tolérance raisonnable", en équilibre entre les extrêmes de l'intolérance outrée et de la tolérance outrée, qu'il définit comme "indifférence" religieuse.

Ce que nous avons examiné suffit pour notre dessein; qui est de montrer combien l'Auteur [Jurieu] s'est éloigné de la vérité dans cette controverse, en voulant s'éloigner du Commentateur philosophique; et quelle route il faut tenir pour ne pas s'égarer, et pour établir également les droits de Dieu en général, et les droits de la Conscience, qui sont partie des droits de Dieu.

Comme il n'est rien de plus difficile que de garder une juste médiocrité en toutes choses, et de s'éloigner d'une extrémité sans se précipiter dans l'autre: bien de gens n'évite l'intolérance et l'Esprit de persécution, qu'en tombant dans l'indifférence des Religions, ou en négligeant du moins les moyens qu'on peut légitimement employer pour défendre celle qu'ils reconnoissent pour la véritable. Le Commentateur Philosophique est un des chefs de cette mal-heureuse Secte. Il veut que l'on tolère toutes les Religions parce qu'elles sont toutes agréables à Dieu, et que cette variété sert infiniment à la manifestation de sa gloire. La plus grande partie de ce livre a été destinée à la réfutation de cette impiété. Quelques tolérans outrez ne vont pas si loin que ce méchant Philosophe.⁴⁹

Telle est en définitive le jugement du controversiste sur lui-même et sur ses opposants. Cependant, au fil des dernières pages, Saurin nous offre des pensées qui s'élèvent au dessus de la mêlée. Le lecteur

⁴⁹ *Ibid.*, p. 683; cf. p. 964.

appréciera qu'au-delà de la polémique pure, de la dispute, après avoir répliqué à ses adversaires avec la lucidité impitoyable que nous lui connaissons, l'auteur aboutisse aux conclusions les plus profondes sans user d'intransigeance ni de pesanteur dogmatique. C'est à ce moment qu'il nous livre un message de sagesse qui dépasse la polémique en question pour rejoindre les principes universels de la sagesse antique.

Les controverses demeurant indécises jusqu'au jour du jugement, ou jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de répandre sur les hommes une lumière si abondante, qu'elle dissipe toutes leurs tenebres, les hommes se doivent permettre mutuellement de demeurer chacun dans son sentiment, et de suivre chacun les maximes de sa Religion, quand elle ne vont pas à troubler le repos public, et à dépouiller les Princes de leur autorité, et les peuples de leur liberté et de leurs privilèges, et les particuliers des droits qu'ils tiennent de la Nature.⁵⁰

En achevant son ouvrage, Saurin léguait à la postérité une remarquable contribution à l'édification de la doctrine moderne de la tolérance religieuse rayonnant des Pays-Bas vers le reste de l'Europe à cette époque. Quoique son intention explicite ait été de bâtir une théorie médiane entre la tolérance outrée et l'intolérance absolue, force est de reconnaître qu'il a su forger un système original. Ce système, jusqu'ici peu ou mal connu, a toujours besoin de se définir en fonction des deux géants de la pensée européenne des 17^e et 18^e siècles: Bayle et Jurieu. Il n'en demeure pas moins vrai que la pensée de Saurin mériterait d'acquérir une célébrité comparable à celle de ses adversaires-interlocuteurs. Peut-être en arrivera-t-on alors à dire que le "traité de la tolérance" de Saurin constitue de par son importance intrinsèque la pierre de touche de tout le débat d'une époque, un point de repère tout indiqué pour spécifier les différentes prises de position. Quoi qu'il en soit, l'œuvre de Saurin offre ample matière à réflexion, permet de repenser et d'approfondir ce sujet de recherche, et rappelle que le champ des découvertes dans ce domaine est loin d'être clos.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 523; cf. pp. 610-611.